

En outre, que dire du Nord? Que dire du réseau du Mackenzie qui assure un moyen de transport relativement peu coûteux jusqu'à l'Arctique pendant trois, quatre ou cinq mois par année, selon la partie du réseau qu'on parcourt? Je suis certain que les directeurs de la Société des transports du Nord, société de la Couronne à l'œuvre dans cette région, diront comme moi que les conditions de navigation dans ce bassin se sont détériorées d'une façon très marquée, à cause de l'intervention illégale et inappropriée de la province de la Colombie-Britannique qui, par le barrage Bennett, a entravé, entrave et continuera d'entraver très sérieusement les transports fluviaux. Le gouvernement et les Canadiens ont le devoir d'étudier la question.

Le débit d'eau du système suffit-il à assurer une production supplémentaire d'énergie et un moyen satisfaisant de transport au cours des mois où la navigation est possible au printemps? En outre, qu'en est-il des dommages écologiques? J'ai fait pression sur le gouvernement là-dessus. J'ai interrogé le ministre des Pêches et des Forêts (M. Davis) à ce sujet, de même que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien). Je n'ai pas eu de réponse.

Il arrive souvent que nous soyons dépassés par les événements, monsieur l'Orateur. Il se peut fort bien que la Commission fasse des recommandations au gouvernement au sujet de projets futurs dans cette région, et il faudra prendre des décisions. Si ce qu'on me dit est exact quant à la mise en valeur du gaz, du pétrole et des autres ressources du Nord, nous pourrions constater que le temps ne joue pas pour nous. Nous ne disposons pas d'autant de temps que cela. A mon vis, le gouvernement doit sur-le-champ établir une commission d'enquête, composée de scientifiques, de représentants du Nord et d'hommes publics, pour étudier la question et décider dans un délai raisonnable dans quelle mesure les eaux des régions septentrionales, particulièrement du système comprenant les rivières de la Paix, Athabasca et le Mackenzie, y compris le Grand lac des Esclaves et la rivière des Esclaves, peuvent servir à la production de l'énergie et au transport.

Je lance cet appel sans parti pris. Le temps presse. Étant donné les besoins énormes tant au Canada qu'aux États-Unis, d'une production accrue d'énergie, de gaz naturel et d'autres minéraux, il se peut fort bien qu'on accélère sensiblement le développement du Nord. C'est ce qui s'est produit lorsque le gouvernement du très honorable représentant de Prince-Albert a décidé en 1957-1958 de réaliser le magnifique projet de routes d'accès aux ressources et la voie ferrée de Pine Point. On a constaté que cela stimulait l'expansion et que les gens et les industries allaient s'y installer à un rythme imprévu. Les choses tournent au ralenti depuis, monsieur l'Orateur, mais il y a lieu de croire que le rythme s'accélérera très rapidement.

Mais avant d'en arriver là, le gouvernement se doit de voir à ce qu'on examine sérieusement et à fond le potentiel de développement énergétique en fonction des besoins en eau pour la navigation et, plus particulièrement, en fonction des grands dégâts écologiques qui pourraient s'ensuivre et du bien-être des autochtones du Nord. La

[M. Baldwin.]

chose peut sembler manquer d'à-propos, monsieur l'Orateur, mais je signale que dans la partie septentrionale de cette région, aucun traité n'a été conclu avec les indigènes. Même si les traités conclus dans les autres régions entre les indigènes et notre gouvernement comportent des lacunes, dans les régions septentrionales du Canada, aucun traité n'a été conclu. Nous avons accaparé leurs terres, leurs forêts, leurs cours d'eau. Je prétends qu'il nous incombe, en qualité de représentants des Canadiens, de nous rendre bien compte de la situation avant que d'autres dégâts ne soient causés. Par conséquent, monsieur l'Orateur, je voudrais maintenant proposer à cette fin, conformément aux traditions et aux précédents consacrés de la Chambre, appuyé par le député de Saint-Jean-Lancaster (M. Bell), qu'on modifie la motion en supprimant tous les mots après «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

le bill ne soit pas lu pour la deuxième fois maintenant mais que l'objet en soit soumis à l'examen du comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle prête à se prononcer? La parole est au député de Gander-Willington.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Jerome: Monsieur l'Orateur, puis-je invoquer brièvement le Règlement? Celui qui parle le dernier a l'habitude, le jeudi, à la fin de la période des questions, de demander dans quel ordre le gouvernement va continuer de mettre ses travaux en délibération. Mais, et c'est bien compréhensible, dans son désir de prendre part au débat, le député a oublié de le faire. Comme je l'ai dit hier soir quand on a posé la même question, on n'avait pas alors l'intention de changer l'ordre du jour, mais un léger changement s'est produit. Nous proposons donc qu'après le débat actuel, nous abordions directement le bill C-215, mesure sur la Commission du textile et du vêtement. Après quoi, nous passerons au bill sur l'assurance-récolte, puis au bill C-207, le bill sur l'organisation du gouvernement, au bill sur le financement du CN, ensuite à la mesure sur les textes réglementaires et enfin, à la mesure concernant les minéraux du Yukon. Là encore, si l'on devait apporter des changements à ce calendrier, nous tâcherions d'en avertir les leaders de l'opposition à la Chambre le plus tôt possible.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, à cause de cette modification très importante, dont nous n'avons été avisés qu'aujourd'hui, j'ai cru préférable d'attendre une déclaration, car il se pourrait bien que le gouvernement ait fait d'autres modifications.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, comme le bill relatif au financement du Canadien National se trouve assez haut sur la liste, le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire si l'on a abouti à un accord quelconque au sujet des pensions de retraite des employés du chemin de fer? Cela faciliterait le débat au sujet du bill.